

**CENTRE QUÉBÉCOIS DE FORMATION
EN FISCALITÉ - CQFF INC.**

Société privée de formation en fiscalité

VOTRE BOÎTE AUX LETTRES – 14 AVRIL 2004

**NOUVELLE RESTRICTION RELATIVE À LA DÉDUCTION DES
FRAIS FINANCIERS AU QUÉBEC**

Malheureusement, votre "vieux bouc" d'animateur avait vu juste...

Dans le cadre du cours Mise à jour en fiscalité-2003 présenté à l'automne 2003 et à l'hiver 2004, je vous avisais qu'il fallait s'attendre à une restriction relativement à la déduction des frais financiers au Québec dans le cadre du prochain budget du Québec. Malheureusement, j'avais vu juste.

En effet, j'avais écrit ceci à la page C-4 de votre cartable de cours après avoir entendu une entrevue télévisée de Me Yves Séguin au cours de l'été 2003 :

"Nous ne pouvons passer sous silence un commentaire de Me Yves Séguin, le ministre des Finances du Québec, dans le cadre d'une interview télévisée présentée au cours de l'été 2003. Il a indiqué à ce moment que dans le cadre du resserrement des mesures fiscales, et ce, tel qu'il l'a entrepris lors du budget du 12 juin 2003, il réfléchirait sur la déductibilité des frais financiers. Il a indiqué que cette mesure fiscale coûtait au trésor québécois entre 400 et 450 millions de dollars par année, sans préciser exactement la méthode de calcul. Ses commentaires laissaient entrevoir qu'il pourrait agir en ce sens dès son prochain budget. Irait-il jusqu'à limiter la déduction des intérêts (ainsi que d'autres frais financiers tels que les honoraires de conseillers en placements ou encore les frais de garde de titres boursiers) en restreignant la déduction courante aux revenus nets d'entreprise ou de biens que de tels emprunts ou frais ont permis de générer? Permettrait-il un report aux années futures de la portion non déductible? Voilà des questions auxquelles nous ne pouvons répondre présentement mais qui devraient alimenter vos réflexions. Seul le temps nous dira la portée exacte des commentaires qu'il a exprimés lors de cette interview à l'été 2003..."

Adresse de correspondance

CQFF INC.
1490, Kirouac
Laval, Québec H7G 2S1
Tél.: (450) 973-FISC - 3472 Téléc.: (450) 663-7054
Internet: www.cqff.com

CQFF INC.
3131, boul. St-Martin Ouest, bureau 420
Laval, Québec H7T 2Z5
Téléphone: (514) 333-FISC - 3472
Télécopieur: (450) 663-7054

Les propos de Me Yves Séguin de l'été 2003 sont devenus une réalité dans le cadre du dernier budget provincial du 30 mars 2004. Voyons maintenant la portée exacte de cette mesure qui rapportera environ... 28 millions de dollars au trésor québécois sur une année complète.

Précisons immédiatement que cette nouvelle mesure ne s'appliquera pas au calcul du revenu d'une entreprise ni au revenu de location. **Ainsi, la technique de "la mise à part de l'argent" n'est aucunement affectée par cette nouvelle restriction.** Voilà au moins une bonne nouvelle...!

D'autre part, la nouvelle règle ne s'appliquera pas aux sociétés par actions qui supportent des frais financiers. En effet, seuls les particuliers et les fiducies sont visés. Ainsi, si votre client possède une société de portefeuille qui détient des placements et que ladite société encourt des frais financiers, elle ne sera pas visée par la nouvelle restriction.

Les frais financiers visés

Selon le document budgétaire, les frais financiers visés seront **notamment** les suivants :

- les frais d'administration ou de gestion des placements;
- les frais de garde des actions ou des valeurs mobilières;
- les honoraires versés à des conseillers en placements;
- les intérêts payés sur les emprunts contractés pour acquérir des obligations, des actions, des unités dans une fiducie de fonds communs de placements;
- la part dans la perte d'une société de personnes dont le particulier est un "associé déterminé".

La restriction

En vertu des nouvelles règles en vigueur depuis le 31 mars 2004 (un calcul spécial proportionnel en fonction du nombre de jours postérieurs au 30 mars 2004 s'applique pour l'année 2004), les frais de placements engagés pour gagner des revenus de placements, au cours d'une année d'imposition donnée, seront déductibles jusqu'à concurrence des revenus de placements qui auront été gagnés pour cette même année d'imposition.

Les frais de placements qui ne pourront être déduits dans une année d'imposition donnée pourront être reportés à l'encontre des revenus de placements gagnés dans une des trois années d'imposition précédentes ou dans toute année d'imposition

Adresse de correspondance

CQFF INC.
1490, Kirouac
Laval, Québec H7G 2S1
Tél.: (450) 973-FISC - 3472 Téléc.: (450) 663-7054
Internet: www.cqff.com

CQFF INC.
3131, boul. St-Martin Ouest, bureau 420
Laval, Québec H7T 2Z5
Téléphone: (514) 333-FISC - 3472
Télécopieur: (450) 663-7054

subséquente, et ce, dans la mesure où les revenus de placements gagnés dans l'une ou l'autre de ces années, seront supérieurs aux frais qui auront alors été déduits. Le traitement fiscal des frais de placements sera ainsi semblable à celui appliqué à l'égard d'une perte en capital, y compris une déduction plus permissive pour l'année du décès et pour l'année précédant le décès à l'égard d'un solde de frais financiers non déduit dans une année antérieure.

À cet égard, les revenus de placements inclueront **notamment** les dividendes majorés provenant de sociétés canadiennes imposables, les revenus d'intérêts, les gains en capital imposables (donc, 50% des gains) ne bénéficiant pas de l'exonération de 500 000 \$, les revenus provenant d'une fiducie et les revenus bruts de placements à l'étranger, les avantages reçus par un actionnaire, etc.

Qui sera notamment affecté?

Évidemment, les particuliers les plus affectés seront les particuliers qui ont emprunté pour investir en actions de sociétés **privées** ou publiques ou en fonds communs de placements et qui ne génèrent que peu de revenus de placements (tel qu'un salarié qui utilise la technique du levier pour investir). Les particuliers qui paient des honoraires à un gestionnaire de portefeuille (par exemple, 1% de l'actif sous gestion) pour leurs fonds hors-RÉER ou hors-FERR pourraient aussi être affectés dans certains cas. **On ne peut oublier non plus que les actionnaires de PME qui ont emprunté pour investir dans leur société seront aussi définitivement affectés.**

Stratégies à venir

Évidemment, plusieurs stratégies de planification se développeront au cours des prochains mois de façon à réduire l'impact de cette nouvelle restriction. À titre d'exemples seulement, un travailleur autonome non incorporé qui veut faire du levier financier pour investir à la bourse pourra aisément contourner le problème via la technique de la mise à part de l'argent. Un propriétaire d'une PME incorporée pourra quant à lui modifier sa rémunération afin de recevoir plus de dividendes et moins de salaires. Plusieurs autres stratégies verront le jour, j'en suis sûr. Laissons le temps faire son œuvre mais avisez néanmoins immédiatement vos clients qui sont affectés par cette nouvelle règle.

Lors du cours Mise à jour en fiscalité-2004 présenté à compter de novembre prochain, nous verrons en détail l'impact de cette nouvelle mesure et les stratégies à envisager. N'oubliez pas que cette nouvelle règle est applicable au Québec seulement.

Veillez imprimer ces 3 pages, percer 3 trous et les insérer par-dessus la page C-5 de votre cartable du cours Mise à jour en fiscalité-2003 : la revue des 12 derniers mois.

Adresse de correspondance

CQFF INC.
1490, Kirouac
Laval, Québec H7G 2S1
Tél.: (450) 973-FISC - 3472 Téléc.: (450) 663-7054
Internet: www.cqff.com

CQFF INC.
3131, boul. St-Martin Ouest, bureau 420
Laval, Québec H7T 2Z5
Téléphone: (514) 333-FISC - 3472
Télécopieur: (450) 663-7054